

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Face aux menaces symboliques, démocratiques et aux renoncements, défendons le service public de l'art et la culture !

Voilà quatre années que la Fédération de l'action culturelle cinématographique (FACC) mobilise un terrain d'engagement maillant l'ensemble du territoire national et représente un pan essentiel de l'écosystème artistique et culturel du cinéma et de l'audiovisuel en France.

Sans les associations, les organisations publiques nationales et territoriales, les réseaux, les passeuses et les passeurs de cinéma, pas d'animation culturelle dans les salles de cinéma, pas d'opérations d'éducation à l'image, pas de festivals de premier plan comme de rencontres culturelles de proximité autour de l'image, du documentaire de création comme des œuvres cinématographique émergentes ou patrimoniales les plus exigeantes, porteuses de la diversité des esthétiques et des récits et du renouvellement de la création.

Nous sommes des passeurs, des créateurs, des représentants d'un écosystème culturel unique et aux côtés de nos compagnons des arts vivants, du patrimoine, du livre comme de l'ensemble des champs artistiques et culturels mais aussi de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la recherche, de la santé, du social, **nous nous alarmons de ce qui se trame, de la nature profondément politique de la catastrophe qu'il nous appartient collectivement de contrevenir.**

Nous sommes des acteurs du cinéma et de l'audiovisuel.

Nous sommes partout sur les territoires et détenons un lien fort avec les publics. Notre action est au plus près du terrain.

Nous inventons, racontons et partageons des histoires. Nous éduquons les regards à la multitude des images qui conditionnent et emprisonnent les esprits. Nous favorisons l'émergence et le développement des artistes, nous diffusons leurs œuvres dans les festivals, les salles de cinéma comme dans les bibliothèques, les réseaux itinérants, au sein des associations d'éducation populaire ou des cinémathèques, en grande ruralité comme dans les quartiers prioritaires et partout, au plus près des classes dans les territoires à destination de millions de spectateurs et d'élèves de la maternelle à l'université.

Nous sommes conscients du monde, de ses vulnérabilités et nous souhaitons prendre toute notre part aux efforts nécessaires pour que notre société traverse au mieux l'époque. Nous n'ignorons rien des crises actuelles. Nous entendons en responsabilité prendre toute notre part à leur

résolution mais à juste proportion de ce que nous représentons budgétairement dans l'ensemble du paysage des soutiens publics français. Et que ces efforts réclamés ne soient pas un nouveau prétexte pour nous démanteler et sans que l'effort exigé ne soit tel qu'il consiste à nous rayer de la carte.

Depuis plusieurs années, nous alertons les pouvoirs publics d'une catastrophe complexe, lancinante et multifactorielle que la polarisation et la simplification des discours brouillent à dessein, rendant difficiles sa prise de conscience collective.

Pourtant la catastrophe est bien là et nous refusons de nous résigner.

Les dérives constatées ces dernières années ont déjà fragilisé structurellement nos organisations et délitent nos écosystèmes à l'instar de l'ensemble des services publics qui participent de la fabrique du commun dans notre pays et dont nous constatons la mise à mal.

Et la liste des atteintes est longue : de la perte d'autonomie financière des collectivités, à la fragilisation du pluralisme des financements à destination de la culture garante de l'indépendance des organisations, en passant par les difficultés économiques des différentes branches du secteur frappés par les crises successives.

En cette fin d'année 2024, nous continuons à alerter sans répit.

Le projet de loi de finances pour 2025 n'échappe pas à ce mouvement délétère, il l'amplifie et met davantage à mal les budgets des collectivités territoriales, ouvrant une nouvelle brèche fragilisant nos organisations et les politiques publiques que nous incarnons. Plus sournoisement, nous observons le déploiement de discours les plus outranciers et les plus aberrants comme les remises en cause les plus brutales. Ce qui relève depuis longtemps des discours les plus extrêmes ne rencontre que trop souvent un silence complice. Un à un les verrous du langage sautent, facilitant l'effraction politique déjà entamée. Ce que l'on fait au langage, à la vérité, à la représentation nous concerne. C'est en quelque sorte aussi de cela que nous faisons profession. Nous accompagnons les regards de la jeunesse et nous ne pouvons accepter cette défaite du politique et ces renoncements moraux, ces compromissions dont nous serons toutes et tous comptables.

L'art et la culture sont l'affaire de notre société entière. Avec plus 70 % des budgets du service public de la culture reliés à l'intervention des collectivités territoriales, la représentation nationale, les associations d'élus et le gouvernement n'ignorent rien de la situation. Il appartient à nos élus, il nous appartient encore d'étonner la catastrophe.

La culture est partagée, c'est une responsabilité commune, et personne ne devrait ainsi détourner le regard sur ce qui se trame dans les Pays de la Loire à l'avant-garde des dérives plus sombres.

La FACC condamne résolument cette nouvelle atteinte à l'exception culturelle et au modèle public que le monde entier nous envie.

Nous apportons notre soutien total à la mobilisation intersyndicale et interprofessionnelle en cours dans les Pays de la Loire contre l'offensive brutale de l'exécutif régional.

En France, quelques grands principes forment un modèle unique et commun où l'expression des idées, le pluralisme, la création, l'invention et la recherche, le partage et la transmission sont les piliers qui soutiennent et protègent nos libertés, défendent l'égalité et promeuvent le partage comme la solidarité.

Le monde dans lequel nous vivons, nous l'éprouvons jour après jour, est fragile.

Ce qui nous fait le plus peur et ce qui nous abîme collectivement, ce sont ces apprentis sorciers, tenants d'un libéralisme et d'un individualisme hors de contrôle complices passifs ou idiots utiles des extrémistes religieux, des idéologues et d'un fascisme dont la résurgence et la puissance aberrantes devraient inspirer l'horreur et réveiller toutes les consciences et raviver notre esprit de résistance et nos défenses démocratiques.

Ce qui nous attriste, ce sont les temps qui passent au gré d'émotions de plus en plus polarisées, aller de clash en clash ne crée pas une société solidaire. Nous qui sommes au quotidien auprès de tous les publics, cet état du monde doit rassembler nos forces pour inventer les réponses avec tous les acteurs de la solidarité.

La menace que nous rencontrons est à la fois symbolique, systémique et démocratique.

Les décisions à venir vont avoir des conséquences lourdes sur des milliers d'emplois et sur l'ensemble du secteur culturel, mais au-delà c'est le renoncement à liberté de création artistique, au pluralisme et à la diversité dans l'ensemble des territoires que nous refusons résolument.

Aux côtés de l'ensemble des organisations artistiques, culturelles et syndicales, en lien avec les élus territoriaux, la représentation nationale, le gouvernement et en particulier le ministère de la Culture et le Centre national du cinéma et de l'image animée, la FACC intensifiera son travail pour défendre la diversité, le pluralisme, soutenir le maillage territorial de la culture et rappeler le caractère essentiel du service public des arts et de la culture en faveur de toutes et de tous.

Ainsi, la FACC souhaite :

- **organiser en 2025 des assistes territoriales et nous comptons sur votre participation, votre vigilance, comme sur vos témoignages.**
- **synthétiser et faire remonter les problématiques territoriales de financement public de la culture, afin ce, afin d'intervenir.**

Aussi, nous appelons l'ensemble des adhérents, les sympathisants de la FACC et plus globalement, toutes les structures ou acteurs nationaux et territoriaux du cinéma et de l'audiovisuel à nous rejoindre et à nous informer des dérives constatées au plan local. Merci de faire remonter les conséquences dramatiques que les dernières décisions pourraient avoir sur vos fonctionnements ; pour cela écrivez-nous à l'adresse contact@federation-acc.org.

La Fédération de l'action culturelle cinématographique (FACC) a pour but la défense des droits, du fonctionnement et des projets sur tout le territoire national, des structures d'action culturelle cinématographique, quelle que soit leur taille ou leur budget. Elle regroupe tous les acteurs de l'action culturelle cinématographique œuvrant à l'échelle locale, régionale ou nationale, quelle que soit leur forme juridique.

**FÉDÉRATION DE L'ACTION CULTURELLE
CINÉMATOGRAPHIQUE**

C/o 77 rue des Cévennes - 75015 Paris

contact@federation-acc.org

Anne Lidove : 06 10 16 91 59

www.federation.acc.org